



StreamWIDE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 juin 2017

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport d'activité semestriel.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2017	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2017	
III. Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2017.....	13
- Comptes de résultat consolidé au 30 juin 2017, 30 juin 2016 et 31 décembre 2016	
- Etats de la situation financière consolidée au 30 juin 2017 et 31 décembre 2016	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés du premier semestre 2017 figurant au chapitre III. du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II. du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre de l'exercice 2017.

Fait à Paris, le 31 octobre 2017

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

30 JUIN 2017

Lors de sa réunion en date du 15 septembre 2017, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du groupe StreamWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2017. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en IFRS, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2017

1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe

Activité historique atone :

Le contexte sectoriel des télécommunications reste incertain et les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme. Les rares opportunités présentes sont traitées et proposées dans des délais toujours très longs. Les prises de décisions s'effectuent ainsi dans des fenêtres calendaires toujours plus longues, ce qui ne facilite pas la conclusion des appels d'offres et les prises rapides de commandes fermes.

L'activité historique du Groupe risque donc d'être pénalisée en 2017, seuls les revenus de maintenances et de services conservant leur récurrence et leur niveau atteint au premier semestre.

Investissements soutenus et développement de Team On The Run :

Les efforts de développement ont été soutenus au premier semestre 2017 avec le lancement du module "My Business". La solution offre ainsi aujourd'hui de nombreuses fonctionnalités performantes et configurables et devient une véritable plateforme de transformation numérique rapide et concrète.

La solution se décline également en une version durcie spécifique "Team On Mission", axée sur les caractéristiques MCPTT ("Mission Critical Push To Talk") et conforme à la norme 3GPP, probable alternative forte à la norme TETRA, actuellement utilisée dans le cadre des échanges radios talkie-walkie. Les secteurs "public safety", "utilities" ou encore "transports" offrent ainsi de belles opportunités.

Contrôle du Crédit d'Impôt Recherche 2014 :

Une contre-expertise validant l'ensemble des projets présentés par le Groupe dans le cadre du CIR a été rendue au premier trimestre 2017. Le Groupe, fort de cette contre-expertise effectuée à sa demande, est cependant toujours dans l'attente des remboursements anticipés de ses créances 2015 (0,8 M€) et 2016 (0,7 M€), qui devraient intervenir au second semestre de l'exercice.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2017

Evolution des revenus : des effets de base défavorables au premier semestre 2017

Le Groupe enregistre une diminution marquée de ses revenus semestriels, suite à des effets de base défavorables au premier semestre 2017. La répartition géographique des revenus évolue par rapport au premier semestre 2016 (France / Export autour de 35 / 65) dans la mesure où la diminution des revenus provient essentiellement de la zone européenne, hors France. Les ventes significatives réalisées dans cette zone en 2016 n'avaient pas de caractère récurrent (matériel spécifique et licences) et aucune commande nouvelle significative, au cours du premier semestre 2017, n'a permis de les compenser.

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2017 (-1,1 M€) provient principalement de celle négative des revenus de licences (-0,6 M€) et des ventes tierces (-0,6 M€). Les autres revenus (maintenances et services) restent, quant à eux, quasi stables sur la période (+0,1 M€).

Au premier semestre 2016, des ventes spécifiques de matériel pour un client européen avaient été enregistrées à hauteur de 0,6 M€. La non récurrence de ces revenus explique la variation constatée au 30 juin 2017.

Concernant les licences, les ventes envers ce même client européen créent aussi un effet de base défavorable dans la mesure où un montant de 0,6 M€ avait été constaté au premier semestre 2016. La croissance organique d'un client américain, observée depuis quelques semestres, a cessé début 2017, mais d'autres extensions (notamment en France et aux UK) ont permis d'en limiter l'impact négatif.

Même si la récurrence des maintenances peut parfois être remise en cause par certains clients (ce qui illustre la complexité actuelle du secteur), les revenus de maintenance restent stables sur la période. Les bases actuelles de maintenance devraient rester identiques dans les prochains mois. La concentration de certains acteurs, impactant négativement les flux de maintenance, devrait être compensée par les mises en production prochaines de nouvelles plateformes.

Les services progressent de 0,1 M€ sur la période, suite à des missions et interventions engagées depuis plusieurs mois et qui ont pris fin au cours du semestre, notamment en Europe et en Amérique du Sud.

Evolution des commandes

Les revenus attendus au second semestre 2017 ne devraient pas permettre d'afficher une croissance au titre de l'ensemble de l'exercice. Comme au premier semestre, le second sera pénalisé par un effet de base important, suite à la vente de licences réalisées en France au second semestre 2016 (1,6 M€).

Evolution des résultats

La diminution des revenus constatée au premier semestre 2017 (-1,1 M€) impacte directement le résultat opérationnel courant (-0,9 M€). Hors achats-ventes tiers de matériels, les revenus diminuent de -0,5 M€ et la variation des coûts opérationnels est de +0,3 M€, ce qui explique là encore principalement la variation de -0,9 M€ du résultat opérationnel courant.

La progression des coûts opérationnels (+0,3 M€) s'explique par l'augmentation de la masse salariale "nette", après retraitement des frais de développement activés au 30 juin 2017. Avant activation des frais de personnel liés au développement produits, l'évolution n'est que de +0,1 M€ et s'explique notamment par des recrutements commerciaux effectués aux Etats-Unis.

L'impact de l'activation des frais de développement diminue de -0,2 M€ au premier semestre 2017 : le montant brut activé au 30 juin 2017 est de +1,2 M€ contre +1,4 M€ au premier semestre 2016, alors que les amortissements et les reprises de Crédit d'Impôt Recherche restent stables (respectivement -1,5 M€ et 0,4 M€).

Après prise en compte d'un résultat financier négatif de -0,3 M€ suite à des effets de change défavorables au premier semestre 2017 (parité €/USD) et d'un produit fiscal de +0,7 M€ (impôts différés actifs), le résultat net ressort négatif à -1,3 M€, en diminution de -0,9 M€ par rapport au premier semestre 2016.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2017

2.1 Présentation des comptes consolidés

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2017 sont les suivantes :

en K€	30-juin-17	30-juin-16	2016	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	528	1 122	4 486	-594
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 861	1 882	3 440	-21
Chiffre d'Affaires Services	422	316	627	106
Chiffre d'Affaires Ventas tierces	10	643	78	-633
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 821	3 963	8 631	-1 142
Achats et variation de stocks	-4	-521	-268	517
Charges externes	-1 260	-1 305	-2 623	45
Charges de personnel	-1 879	-1 561	-3 582	-318
Autres charges et produits (yc amts)	-1 289	-1 292	-2 603	3
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-1 611	-716	-445	-895
Autres charges opérationnelles	-75	-33	-207	-42
Charges / Produits financiers	-319	-139	394	-180
Produits d'impôts	716	459	318	257
RESULTAT NET	-1 289	-429	60	-860

La diminution des revenus s'explique essentiellement par celle des licences (-594 K€) et par celle des ventes tierces, activité non stratégique pour le Groupe (-633 K€). Par nature non récurrentes, ces deux natures de ventes peuvent créer de fortes variations d'un semestre à l'autre.

Les achats et variations de stocks diminuent de -517 K€, en corrélation directe avec la diminution des ventes tierces indiquée ci-dessus.

Les charges externes restent stables sur la période (-45 K€) et sont contrôlées de façon efficace par le Groupe. Le niveau de certaines commissions commerciales reste important malgré la diminution des revenus car le Groupe applique une règle de "cash basis" pour le déclenchement des paiements. Pas ou peu d'autres évolutions de charges externes n'appellent de commentaires au titre du premier semestre de l'exercice 2017.

Les charges de personnel sont nettes des frais de R&D activés au premier semestre 2017 (1.180 K€ contre 1.398 K€ au premier semestre 2016). Frais de R&D réintégrés, la masse salariale ressort à 3.059 K€ sur la période contre 2.959 K€ au titre du premier semestre 2016.

Cette augmentation de 100 K€ (qui s'ajoute ainsi à l'évolution négative de 218 K€ des frais de développement activés) s'explique essentiellement par des embauches commerciales réalisées aux Etats-Unis, compensées partiellement par la maîtrise de la masse salariale en France. L'effectif global du Groupe fin juin 2017 est de 107 personnes contre 109 fin juin 2016 et 111 fin décembre 2016.

Les autres charges et produits se composent essentiellement des impôts et taxes, des amortissements et des reprises de Crédits d'Impôt Recherche en résultat. Leur variation (-3 K€) s'explique par :

- Des impôts et taxes en diminution de 13 K€ ;
- Des amortissements "nets" en diminution de 10 K€ (amortissements des frais de développement en augmentation de 7 K€ à 1.469 K€ au 30 juin 2017 et reprises de CIR en contrepartie en augmentation de 4 K€ à 414 K€ au 30 juin 2017);
- des dotations "nettes" aux provisions en augmentation de 21 K€, suite à l'évolution de l'actualisation des provisions pour indemnités retraites ;

Au 30 juin 2017, les autres charges opérationnelles (75 K€) n'enregistrent que certains coûts salariaux spécifiques liés à 2 départs en France, au cours du premier semestre 2017.

Le résultat financier semestriel ressort déficitaire à (319) K€, en diminution significative de (180) K€ par rapport au premier semestre 2016, en raison de l'évolution du change €/USD sur la période.

L'impôt au 30 juin 2017 est un produit de 716 K€ (contre un produit de 459 K€ au 30 juin 2016), suite à l'évolution constatée des résultats semestriels et aux effets fiscaux différés qui en découlent. Le détail et les évolutions entre les différentes périodes présentées sont les suivants :

en M€	HY 2017	HY 2016	2016	Variations
Impôts différés passifs sur activation R&D	-0,2	-0,1	0,1	-0,1
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,5	0,4	0,0	0,1
<i>dont filiales françaises</i>	0,5	0,4	0,2	0,1
<i>dont filiale américaine</i>	-	-	-0,2	-
Impôts courants	-	-	-0,1	-
Total produit d'impôts	0,7	0,5	0,0	0,2

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de (895) K€, suite à la baisse constatée des revenus, Après prise en compte du résultat financier négatif (319 K€) et du produit fiscal de 716 K€ (dont 556 K€ d'imposition différée active sur reports déficitaires), le résultat net au 30 juin 2017 est une perte de (1.289) K€, contre une perte de (429) K€ au premier semestre 2016.

La situation financière au 30 juin 2017 est la suivante :

En K€	30-juin-17	31-déc-16	30-juin-17	31-déc-16	
Immobilisations incorporelles	6 140	6 441	303	303	Capital
Immobilisations corporelles	312	369	14 364	13 769	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	382	362	-245	-153	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	700	46	-1 289	603	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	7 534	7 218	13 133	14 522	CAPITAUX PROPRES
Créances clients	4 259	6 327	1 480	1 657	Passifs financiers
Autres débiteurs	578	687	183	168	Provisions à long terme
			1 084	1 149	Produits fiscaux différés
			-	81	Passifs d'impôts différés
			2 747	3 055	PASSIFS NON COURANTS
Actifs fiscaux	1 860	1 538	279	148	Passifs financiers
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 574	6 465	9	6	Provisions à court terme
			533	983	Fournisseurs et autres créditeurs
			1 059	1 296	Dettes fiscales et sociales
			542	575	Produits fiscaux différés
			1 503	1 650	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	12 271	15 017	3 925	4 658	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	19 805	22 235	19 805	22 235	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2017 est de 19.805 K€. La variation de (2.430) K€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1.180 K€ en valeur brute. Après prise en compte des amortissements de 1.469 K€ sur la période, l'impact net est donc négatif de (289) K€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement ressort à 5.898 K€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2017 ;
- *Diminution du poste clients (-2.068 K€)* : cette variation s'explique essentiellement par celle des revenus constatée sur la période. Aucun retard ni risque significatif d'encaissement n'est identifié au 30 juin 2017 ;
- *Augmentation des autres actifs fiscaux (+322 K€)* : ce poste regroupe les créances au titre des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursées par l'Etat français. La variation correspond à la provision effectuée au titre du premier semestre 2017 (317 K€) ;

Les créances de Crédit d'Impôt Recherche 2015 (771 K€) et 2016 (728 K€) n'ont toujours pas été remboursées au 30 juin 2017 ;

- *Diminution de la trésorerie (-891 K€)* : cette variation s'explique par des flux opérationnels positifs (327 K€) mais en forte diminution (-1.288 K€) suite aux résultats de période et par des flux d'investissements d'autant plus négatifs (-1.172 K€) que la créance CIR 2015 n'a toujours pas été remboursée. Les flux de financement restent peu significatifs au premier semestre 2017 (-46 K€), suite au remboursement total de l'emprunt bancaire de 900 K€ souscrit auprès d'HSBC en février 2012.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres (-1.389 K€)* suite essentiellement au résultat net semestriel du Groupe ;
- *Diminution des dettes financières (-46 K€)* suite aux paiements des intérêts et aux remboursements de période ;
- *Diminution des passifs d'impôts différés (-81 K€)* : cette variation doit s'analyser en intégrant également celle des actifs d'impôts différés (+654 K€). La variation globale est donc une augmentation des actifs d'impôts différés de 735 K€. Cette augmentation s'explique essentiellement par les résultats fiscaux négatifs de période générant un actif d'impôt différé de 556 K€ et par le retraitement des frais de développement générant un actif supplémentaire de 102 K€ ;

Au 30 juin 2017, la position nette du Groupe est donc un actif d'impôt différé de 700 K€. Cette situation s'explique essentiellement par un montant cumulé de reports déficitaires (8.067 K€ pour les sociétés françaises et 330 K€ pour la filiale américaine, bases d'impôts différés actifs) supérieur au montant net des frais de développement activés (5.898 K€, bases d'impôts différés passifs) ;

- *Diminution des dettes fournisseurs (-450 K€) et diminution des dettes fiscales et sociales (-237 K€)*. Fin 2016, des dettes fournisseurs spécifiques (matériel tiers) avaient été constatées. Par nature non récurrentes, cela explique la variation constatée au 30 juin 2017. Concernant les dettes fiscales et sociales, la diminution des revenus entraîne de facto une diminution des postes de TVA collectée au 30 juin 2017 ;
- *Diminution des produits fiscaux différés courants et non courants (-97 K€)* : ces produits fiscaux correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche. Ils sont repris en résultat au même titre que les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Les reprises de période étant de 414 K€, et le montant du Crédit d'Impôt Recherche provisionné au titre des 6 premiers mois de l'exercice de 317 K€, le solde net ressort en diminution de 97 K€ ;
- *Diminution des produits constatés d'avance (-147 K€)* suite à des décalages de facturation, notamment en ce qui concerne les maintenances. Ces dernières étant pour la plupart facturées annuellement, des régularisations sont nécessaires à la clôture semestrielle. Cet effet n'est pas applicable en clôture annuelle. Cependant, le peu d'évolution constatée par rapport à la clôture annuelle précédente s'explique par des produits constatés d'avance importants en clôture 2016, suite notamment à deux maintenances annuelles 2017 facturées dès décembre 2016.

Les flux de trésorerie de la période sont détaillés ci-dessous :

	HY 2017	HY 2016	2016
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	327	1 554	1 615
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 172	-1 574	-2 927
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-46	-92	-180
Variation de trésorerie	-891	-112	-1 492

Les flux de trésorerie opérationnels sont positifs de 327 K€ suite à (i) un résultat de période déficitaire à -1.289 K€ (ii) une CAF avant impôts négative de 733 K€, et (iii) une variation de BFR positive de 1.060 K€ sur la période.

Les flux d'investissements se composent principalement des frais et dépenses de développement (1.244 K€), que le Groupe a continué à maintenir à un niveau élevé au premier semestre 2017.

Les flux de financement, quant à eux, proviennent du paiement du principal et des intérêts des emprunts (emprunt bancaire HSBC et emprunt obligataires GIAC) pour un montant global de 46 K€ au titre du premier semestre 2017. Leur diminution provient du remboursement total de l'emprunt bancaire au premier trimestre 2017.

2.2 Evolutions prévisible et perspectives d'avenir

Structure financière solide et développements continus

La structure financière du Groupe reste solide au 30 juin 2017, avec des fonds propres de 13,1 M€ et une trésorerie nette significative de +3,8 M€. Le Groupe a entièrement remboursé l'emprunt bancaire contracté en 2012 auprès de HSBC et commencera à rembourser l'emprunt obligataire auprès du GIAC au quatrième trimestre 2017.

La structure de coûts actuelle du Groupe lui permet de disposer des moyens nécessaires, humains et financiers, pour continuer les développements techniques et commerciaux de sa nouvelle solution "*Team On The Run*" (www.teamontherun.com) et de sa déclinaison durcie pour les missions critiques "*Team On Mission*". La solution est distribuée en mode SaaS mais aussi en mode installé sur le réseau privé du client, via une approche commerciale diversifiée.

Le développement et le déploiement des réseaux de communication mobile de nouvelle génération (LTE-4/5G) et des appareils intelligents (smartphones, tablettes, objets connectés...) ouvrent de nouvelles perspectives et opportunités importantes à court et moyen termes pour transformer les entreprises et les organisations.

Une année 2017 difficile

L'exercice 2017 devrait être marqué par un net recul des revenus issus de l'activité historique, par une dégradation corrélative des résultats et par des efforts commerciaux centrés sur les nouveaux produits et les nouveaux marchés.

Les actuelles et nombreuses fonctionnalités de la solution ("Messaging", "Voice", "Geolocation" et "My Business / My Mission") répondent ainsi aux besoins de plus en plus précis et concrets des différentes entreprises, organisations et administrations. "*Team On The Run*" est aujourd'hui une solution professionnelle unique, simple et efficace, à destination de tous, familiers ou non du numérique.

Les efforts commerciaux continueront à être déployés dans les prochains mois pour concrétiser les différents projets en cours, notamment à court terme ceux relatifs au Mission Critical Push To Talk (MCPTT) et plus largement à la messagerie sécurisée. Les approches directes et indirectes continueront également à être mises en œuvre, avec une attention particulière portée sur les marchés réceptifs à court terme. Même si le positionnement de "Team On The Run" sur les différents marchés liés au "Business Process Communication" est plus long que prévu initialement, le Groupe reste confiant dans l'avenir de la solution, dotée d'une technologie disruptive, et dans la perspective de succès commerciaux à venir pour "Team On The Run" et "Team On Mission", impactant dès 2018 les revenus du Groupe.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe fait face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphonique depuis le second semestre 2013. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès notamment de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.

- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés ci-après dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2017.

3.2 Evénements post clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié, aussi bien au sein de la Société que du Groupe, pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires présentés et arrêtés au 30 juin 2017.

Groupe STREAMWIDE - Comptes consolidés semestriels - 30 juin 2017

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2017, 30 juin 2016 et 31 décembre 2016**

en K€	30-juin-17 <i>(6 mois)</i>	30-juin-16 <i>(6 mois)</i>	31-déc-16 <i>(12 mois)</i>	Note
Licences	528	1 122	3 730	
Maintenance	1 861	1 882	3 802	
Prestations de services	422	316	1 293	
Ventes tiers	10	643	757	
Chiffre d'affaires	2 821	3 962	9 582	7.1
Subventions	0	0	-	
Achats et variations de stocks	-4	-521	-565	7.3
Charges externes	-1 260	-1 305	-2 621	7.3
Impôts et taxes	-42	-55	-115	
Charges de personnel	-1 879	-1 561	-3 270	7.2
Dotations aux amortissements	-1 602	-1 607	-3 108	7.4
Dotations nettes aux provisions	-60	-39	-15	
Autres produits d'exploitation	414	410	790	7.5
Autres charges d'exploitation	0	0	0	
Résultat opérationnel courant	-1 611	-716	680	
Autres produits opérationnels	-	0	-	
Autres charges opérationnelles	-75	-33	-81	7.5
Résultat opérationnel	-1 686	-748	599	
Produits de trésorerie et d'équivalents	5	3	6	
Coût financier Brut	-29	-33	-64	
Coût financier Net	-24	-30	-59	7.6
Autres produits financiers	26	23	189	7.6
Autres charges financières	-321	-133	-109	7.6
Charges / Produits d'impôts	716	459	-18	7.7
Résultat net des activités poursuivies	-1 289	-429	603	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	-1 289	-429	603	
Part du Groupe	-1 289	-429	603	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	-0,43	-0,14	0,20	7.8
Résultat dilué par action	-0,43	-0,14	0,18	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016

En K€	30-juin-17	31-déc-16	Note
Immobilisations incorporelles	6 140	6 441	8.1
Immobilisations corporelles	312	369	8.2
Autres actifs financiers	382	362	8.3
Actifs d'impôts différés	700	46	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 535	7 218	
Stocks	-	-	8.5
Créances clients	4 259	6 327	8.5
Autres débiteurs	578	687	8.5
Actifs d'impôts exigibles	0	0	8.5
Autres actifs fiscaux	1 860	1 538	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 574	6 465	8.6
ACTIFS COURANTS	12 270	15 017	
TOTAL ACTIFS	19 805	22 235	
Capital	303	303	
Primes	8 503	8 502	
Réserves consolidées	5 861	5 267	
Titres auto détenus	-245	-153	
Résultat net part du Groupe	-1 289	603	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	13 132	14 522	8.7
Passifs financiers	1 480	1 657	8.8
Provisions non courantes	183	168	8.9
Produits fiscaux différés	1 084	1 149	8.10
Passifs d'impôts différés	-	81	8.10
PASSIFS NON COURANTS	2 748	3 055	
Passifs financiers	279	148	8.8
Provisions courantes	9	6	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	533	982	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 059	1 296	8.10
Produits fiscaux différés	542	575	8.10
Produits constatés d'avance	1 503	1 650	8.10
PASSIFS COURANTS	3 925	4 657	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	19 805	22 235	

• **Etats du résultat global au 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016**

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
Résultat Net	-1 289	-429	603
Ecarts de conversion	5	-11	-40
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies	-	-	-
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	5	-11	-40
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	-1 284	-440	563

• **Variations des capitaux propres aux 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC2015	303	8 500	-118	5 486	-165	15	14 021	0	14 021
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			25				25		25
Dividendes							0		-
Résultat Global				-429	-11		-440		-440
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-18	-18		-18
Capitaux propres 30 JUIN 2016	303	8 500	-93	5 057	-176	-3	13 588	0	13 588
Opérations sur capital		3					3		3
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-60	-23			-83		-83
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				1 032	-29		1 003		1 003
Variations de périmètre									
Autres mouvements						11	11		11
Capitaux propres 31 DEC2016	303	8 503	-153	6 066	-205	8	14 522	0	14 522
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-92	-2			-94		-94
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-1 289	5		-1 284		-1 284
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-12	-12		-12
Capitaux propres 30 JUIN 2017	303	8 503	-245	4 775	-200	-4	13 132	0	13 132

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2017, 31 décembre 2016 et 30 juin 2016**

(En K€)	30-juin-17	31-déc.-16	30-juin-16
Résultat Net consolidé	-1 289	603	-429
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 602	3 108	1 607
Variation des provisions	60	15	39
Autres produits d'exploitation (*)	-414	-786	-410
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>-41</i>	<i>2 940</i>	<i>807</i>
Coût de l'endettement financier net	24	58	30
Charge d'impôts sur le résultat	-716	-18	-459
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>-733</i>	<i>2 980</i>	<i>378</i>
Variation actifs	1 798	-2 779	-235
Variation passifs	-738	1 414	-941
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>1 060</i>	<i>-1 365</i>	<i>1 176</i>
Impôts versés			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	327	1 615	1 554
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 244	-2 932	-1 515
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	72	5	-59
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 172	-2 927	-1 574
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	-46	-180	-92
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	-	-	-
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-46	-180	-92
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-891	-1 492	-112
Trésorerie début de période	6 465	7 957	7 957
Trésorerie fin de période	5 574	6 465	7 845

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche enregistrés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Depuis début 2013, le Groupe a développé sa propre technologie d'IP messaging (SmartMS). Cette technologie est très prometteuse car elle offre de très nombreux usages et de multiples possibilités. Elle a permis au groupe de lancer au premier semestre 2014 deux applications de messagerie instantanée (marché grand public et marché entreprise). Le Groupe se positionne donc aussi sur le marché applicatif, notamment entreprise avec la solution Team On The Run et sa déclinaison durcie Team On Mission, prometteur et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produit actuel et de créer de forts relais de croissance.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine et Singapour, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Alternext) d'Euronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2017 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 15 septembre 2017.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant rappeler les points suivants :

- *Activité historique atone* : le contexte sectoriel des télécommunications reste incertain et les décisions d'investissements dans les services souffrent toujours d'un certain immobilisme. Les rares opportunités présentes sont traitées et proposées dans des délais toujours très longs. Les prises de décisions s'effectuent ainsi dans des fenêtres calendaires toujours plus longues, ce qui ne facilite pas la conclusion des appels d'offres et les prises rapides de commandes fermes.

Les revenus attendus au second semestre 2017 ne devraient pas permettre d'afficher une croissance au titre de l'ensemble de l'exercice. Comme au premier semestre, le second sera pénalisé par un effet de base important, suite à la vente de licences réalisées en France au second semestre 2016 (1,6 M€). L'activité historique du Groupe risque donc d'être pénalisée en 2017, seuls les revenus de maintenances et de services conservant leur récurrence et leur niveau atteint au premier semestre.

- *Investissements soutenus et développement de Team On The Run* : les efforts de développement ont été soutenus au premier semestre 2017 avec le lancement du module "My Business". La solution offre ainsi aujourd'hui de nombreuses fonctionnalités performantes et configurables et devient une véritable plateforme de transformation numérique rapide et concrète.

La solution se décline également en une version durcie spécifique "Team On Mission", axée sur les caractéristiques MCPTT ("Mission Critical Push To Talk") et conforme à la norme 3GPP, probable alternative forte à la norme TETRA, actuellement utilisée dans le cadre des échanges radios talkie-walkie. Les secteurs "public safety", "utilities" ou encore "transports" offrent ainsi de belles opportunités.

- *Contrôle du Crédit d'Impôt Recherche 2014* : une contre-expertise validant l'ensemble des projets présentés par le Groupe dans le cadre du CIR a été rendue au premier trimestre 2017. Le Groupe, fort de cette contre-expertise effectuée à sa demande, est cependant toujours dans l'attente des remboursements anticipés de ses créances 2015 (0,8 M€) et 2016 (0,7 M€), qui devraient intervenir au second semestre de l'exercice.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2017 ont été établis conformément au référentiel IFRS ("*International Financial Reporting Standards*") publié par l'IASB ("*International Accounting Standard Board*") au 30 juin 2017 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés semestriels du Groupe StreamWIDE, il n'y a pas de divergence entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2017 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels du Groupe arrêtés au 31 décembre 2016.

L'application des nouvelles normes, interprétations et amendements entrés en vigueur en 2017, mais non encore adoptés par l'Union Européenne, aux états financiers du Groupe a été reportée :

Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2014-2016)

IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités" : clarification du champ d'application de la norme.

Amendements

IAS 12 "Comptabilisation d'actifs d'impôts au titre de pertes latentes"

IAS 7 "Initiative concernant les informations à fournir"

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes suivantes :

Améliorations annuelles (Cycle 2014-2016)

IFRS 9 "Instruments financiers"

IFRS 15 "Produits des activités ordinaires provenant des contrats conclus avec des clients"

IFRS 15 "Clarifications"

IFRS 16 "Contrats de locations"

Amendements

IFRS 4 "Contrats d'assurance" : application de la norme IFRS 9 "Instruments financiers"

IFRS 10 et IAS 28 "Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une co-entreprise" : date de première application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser)

IAS 40 "Transfert de titres de propriété"

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe StreamWIDE n'identifie pas d'incidences significatives sur les comptes consolidés du Groupe :

IFRS 2 "Classification et évaluation des transactions liées aux paiements basés sur des actions"

IFRS 17 "Contrats d'assurance"

IFRIC 23 "Incertitudes concernant les traitements sur l'impôt sur les sociétés"

IFRIC 22 "Devises : considération sur les transactions et les avances"

IAS 28 "Titres de sociétés mise en équivalence et co-entreprises : évaluation à la Juste Valeur"

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Analyse et impacts IFRS 15 "Reconnaissance des revenus"

L'IASB a publié, en mai 2014, IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients", ainsi que des clarifications à IFRS 15, publiées en avril 2016. La norme impose un modèle de reconnaissance unique du chiffre d'affaires en 5 étapes, fondé sur le transfert de contrôle des obligations de performance identifiées dans les contrats avec les clients.

Le Groupe StreamWIDE conduit actuellement un projet interne destiné à identifier les principales différences entre le référentiel actuel et la norme IFRS 15, et à mettre en œuvre son application rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018. StreamWIDE n'a pas encore déterminé si cette application serait faite selon la méthode rétrospective totale ou rétrospective modifiée comme le permet IFRS15.

Les principaux enjeux identifiés portent notamment sur l'identification des obligations de performance et l'allocation du prix à ces obligations (en particulier : licences, maintenance, services et matériels). Les analyses seront finalisées en amont de la préparation des comptes consolidés clos au 31 décembre 2017

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global.

Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé présente une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2017, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2017 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie - DT).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 1, 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2017, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels.

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2017, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.9 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2017, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites, entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 2, n'a cours au sein du Groupe.

4.10 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.11 Produit / Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "produit/charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.12 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédits d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2017	12.2016	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis la création. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Pour information, deux sociétés anglaises (StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD) ont été créées en mai 2013. Ces deux sociétés, détenues à 100% par la Société, n'ont eu aucune activité au cours des exercices antérieurs et aucun flux n'a été constaté sur la période. Leur capital social est de 1£ chacune au 30 juin 2017.

Une filiale singapourienne (StreamWIDE PTE LTD) a également été créée le 19 mai 2016 afin de confirmer la présence du Groupe dans cette zone géographique. Le capital social de cette société, détenue et contrôlée à 100% par la maison mère du Groupe, StreamWIDE SA, est de 100 SGD et aucune transaction significative n'a eu lieu sur la période close au 30 juin 2017. Cette société n'est donc pas consolidée au 30 juin 2017.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Licences	528	1 122	3 730	-594
Maintenance	1 861	1 882	3 802	-21
Prestations de services	422	316	1 293	106
Ventes Tiers	10	642	757	-632
TOTAL CA	2 821	3 962	9 582	-1 141
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2017 (-1,1 M€) provient principalement de celle négative des revenus de licences (-0,6 M€) et des ventes tierces (-0,6 M€). Les autres revenus (maintenances et services) restent, quant à eux, quasi stables sur la période (+0,1 M€).

- (i) Concernant les licences, les ventes envers un client européen réalisées au premier semestre 2016 créent un effet de base défavorable dans la mesure où ces ventes n'avaient pas de caractère récurrent et qu'aucune vente similaire n'a été réalisée au premier semestre 2017. La croissance organique d'un client américain, observée depuis quelques semestres, a cessé début 2017, mais d'autres extensions (notamment en France et aux UK) ont permis d'en limiter l'impact négatif.
- (ii) Les revenus de maintenance restent stables sur la période. La concentration de certains acteurs, impactant négativement les flux de maintenance, devrait être compensée par les mises en production prochaines de nouvelles plateformes. Les services progressent quant à eux de 0,1 M€ sur la période, suite à des missions et interventions engagées depuis plusieurs mois et qui ont pris fin au cours du semestre, notamment en Europe et en Amérique du Sud.
- (iii) Au premier semestre 2016, des ventes spécifiques de matériels pour un client européen avaient été enregistrées à hauteur de 0,6 M€. La non récurrence de ces revenus explique la variation constatée au 30 juin 2017.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Salaires et traitements	1 400	1 150	2 448	250
Charges sociales	479	411	822	68
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	1 879	1 561	3 270	318

	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Cadres	107	109	111	-2
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	107	109	111	-2

Au même titre que sur les périodes antérieures, les coûts salariaux directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2017.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2017 représente 1.180 K€ contre 1.398 K€ au 30 juin 2016 (et 2.623 K€ au 31 décembre 2016). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes", telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Charges de personnel en résultat	1 879	1 561	3 270	318
Frais de développement activés	1 180	1 398	2 623	-218
TOTAL	3 059	2 959	5 893	100

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent donc sur la période de 100 K€. Cette augmentation s'explique principalement par certaines embauches commerciales réalisées aux Etats-Unis, compensées partiellement par quelques départs en France.

Au 30 juin 2017, l'effectif total du Groupe s'élève à 107 personnes, contre 111 fin 2016 et 109 au 30 juin 2016. Les effectifs de R&D, dédiés notamment au développement de la nouvelle plateforme de transformation digitale et de "Business Process Communication", Team On The Run, sont restés stables sur la période (Roumanie et Tunisie). Cela démontre la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant les efforts et les investissements en R&D, entrepris depuis plusieurs années.

L'impact du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi n'est pas significatif pour le Groupe, car les salaires moyens sont majoritairement supérieurs aux montants concernés par cette mesure.

7.3 Achats et charges externes

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Achats de marchandises	4	521	565	-517
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	4	521	565	-517
Achats études et prestations de services	59	42	35	17
Achats non stockés de marchandises	51	64	125	-13
Sous traitance	30	45	371	-15
Locations et charges locatives	316	312	621	4
Entretiens, réparations et maintenance	97	20	38	77
Assurances	45	44	69	1
Commissions et honoraires	235	296	606	-61
Publicités, expositions et insertions	109	141	121	-32
Transports, déplacements et missions	125	137	259	-12
Affranchissements et télécoms	99	123	198	-24
Redevances	44	40	75	4
Autres	49	41	102	8
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 260	1 305	2 620	-45

Les charges externes sont maîtrisées et quasi stables sur la période. L'augmentation du poste "entretiens, réparations et maintenances" provient uniquement d'un reclassement du poste "achats de marchandises" effectuées au 30 juin 2017 au niveau de la filiale américaine. Aucune autre variation n'appelle de commentaire particulier. L'ensemble des coûts opérationnels reste maîtrisé au premier semestre 2017, notamment les honoraires, les frais de salons et les coûts télécom.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1 523	1 514	2 937	9
<i>dont frais de recherche et développement</i>	1 469	1 462	2 919	7
Dotations aux amortissements corporels	79	93	171	-14
Dotations aux amortissements	1 602	1 607	3 108	-5
Dotations aux provisions	69	39	58	30
Reprises de provisions	-9	-	-43	-9
Dotations aux provisions	60	39	15	21

Les principales dotations de la période concernent, comme les périodes précédentes, les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Ces derniers ont atteint leur niveau normatif et représentent 1.469 K€ au 30 juin 2017 contre 1.462 K€ au premier semestre 2016, soit une augmentation non significative de 7 K€.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées toute au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre depuis quelques semestres. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2017 est de 5.898 K€ (confère note 8.1 – Immobilisations incorporelles). La valeur nette des solutions historiques (messagerie vocale, prépayé...) est de 2.633 K€. Elle est couverte par environ 9 mois de revenus de maintenance. Concernant "Team On the Run", la valeur nette de 3.265 K€ est couverte et étayée par plusieurs projets actifs et en cours qui devraient être finalisés dans les prochains mois. La position du Groupe est donc conservatrice et n'implique pas, globalement, de risque significatif concernant la valeur des actifs concernés. Une revue des valeurs d'actifs, en lien avec leur valeur d'utilité, devrait être effectuée de façon précise à la fin de l'année 2017.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (69 K€) correspondent principalement à des pertes de valeur complémentaires constatées sur des créances client non recouvrées à date.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (414 K€ au 30 juin 2017) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote-part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements incorporels liés aux frais de développement étant stables sur la période, les reprises de crédits d'impôt recherche en résultat le sont également.

Les autres charges opérationnelles (75 K€ au 30 juin 2017) restent peu significatives, et se composent de certains coûts salariaux spécifiques de sortie, isolés sous cette rubrique.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Produits sur placements de trésorerie	5	3	6	2
Coût financier brut	-29	-33	-64	4
Coût financier net (produits nets)	-24	-30	-58	6
Gains de change	26	23	189	3
Pertes de change	-321	-133	-109	-188
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
TOTAL IMPACT FINANCIER	-319	-140	22	-179

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau sur la période s'explique par des taux de rémunération quasi nuls.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt bancaire de 900 K€ souscrit auprès de HSBC en février 2012, ainsi qu'au coût financier annuel de l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis par le GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé à partir du quatrième trimestre 2017). L'emprunt HSBC ayant été remboursé intégralement au cours du premier trimestre 2017, les intérêts sont en légère diminution.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), comptabilisées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USD depuis le second semestre 2016 n'étant plus aussi favorable que précédemment, les résultats de change sont en nette diminution par rapport aux clôtures précédentes (- 0,2 M€ par rapport aux clôtures 2016). Au 30 juin 2017, le Groupe n'utilise toujours pas d'instrument de couverture, dans la mesure où les flux entrants en dollars américains couvrent tout ou partie des flux sortants sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain et TND Tunisien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette excédentaire au 30 juin 2017.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples, de type change à terme, pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Produit d'impôts

Le produit d'impôts est de 715 K€ au 30 juin 2017 (contre 459 K€ au 30 juin 2016 et -18 K€ au 31 décembre 2016) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Impôts exigibles	-26	-16	-72	-10
Impôts différés	741	475	54	266
Total Produit d'impôts	715	459	-18	256

Les impôts exigibles ne sont pas significatifs au 30 juin 2017. Ils sont représentés essentiellement par des retenues à la source que le Groupe ne peut pas récupérer (25 K€). Pour mémoire, les sociétés françaises ne décaissant pas d'impôt annuel, ces retenues à la source ne sont imputables sur aucun impôt payé. Elles sont donc de facto conservées en charge de période.

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 741 K€) sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". Le principal produit fiscal différé provient de l'activation des reports déficitaires de période au niveau des sociétés françaises, ainsi que de la diminution de la valeur nette des frais de développement activés au premier semestre 2017 (-289 K€ vs -209 K€ en 2016). Les perspectives actuelles et les projections réalisées permettent d'anticiper une consommation probable des déficits à partir de l'exercice 2019.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2017 :

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
Résultat opérationnel	-1 686	-748	599
Coût de l'endettement financier net	-24	-30	-59
Autres produits et charges financiers	-295	-110	80
Résultat avant impôts	-2 005	-888	620
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-668	-296	207
Impôt courant	25	16	72
Impôt différé	-741	-475	-54
Impôt réel	-716	-459	18
Taux d'impôt réel	35,71%	51,69%	2,90%
Ecart sur taux	2,38%	18,36%	-30,43%
Ecart sur impôt	-48	-163	-189
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice	-	-	-
Déficits créés dans l'exercice	-	-	-
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	22	6	59
Différences permanentes et autres éléments	-70	-169	-248
	-48	-163	-189

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2017, les reprises sont de 414 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (138) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments" ;
- (ii) Les retenues à la source non récupérables (25 K€ au niveau des sociétés françaises) et autres crédit d'impôt (-3 K€) créent également une différence entre l'impôt théorique et réel ;
- (iii) Enfin, certains reports déficitaires ont été calculés avec un taux de 28% (contre 33,33% antérieurement) pour tenir compte des dernières décisions légales et réglementaires françaises. Cela génère un impact de 103 K€ inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

Au 30 juin 2017, le report déficitaire propre à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont, quant à eux, de 6.612 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 8.067 K€ au 30 juin 2017. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 330 K€ au 30 juin 2017 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2016	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 026 817
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 026 817
Au 30 juin 2017	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2016		15 402	3 014 357	499 951
31.01.2017		14 654	2 999 703	500 039
28.02.2017		-530	3 000 233	500 073
31.03.2017	203	1	3 000 435	500 066
30.04.2017		41	3 000 394	500 054
31.05.2017		72	3 000 322	496 680
30.06.2017		20 240	2 980 082	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 996 862
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 996 862

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle).

Au 31 décembre 2016, le nombre de BSA restant à exercer était le suivant (i) BSA 1 : 3.013.316; (ii) BSA 2 : 1.950.000 et (iii) BSA 3 : 315.000, soit un total de 5.278.316 BSA.

Après prise en compte de l'exercice de 45 BSA 1 au cours du premier semestre 2017, donnant droit à 3 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,1 €, le nombre de BSA restant à exercer est de 5.278.271, soit 351.885 actions nouvelles potentielles (soit 11,61% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Les résultats de base et dilué par action sont les suivants aux 30 juin 2017, 30 juin 2016 et 31 décembre 2016 :

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Résultat Net Part du Groupe	-1 289	-429	603	-860
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	-1 289	-429	603	-860
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 996 862	3 025 319	3 026 817	-28 457
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 996 862	3 025 319	3 026 817	-28 457
Résultat de base par action (en €)	-0,43	-0,14	0,20	-0,29
Résultat dilué par action (en €)	-0,43	-0,14	0,20	-0,29

Au cours du premier semestre 2017, le prix d'exercice des BSA étant hors marché, les 351.885 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives. Le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-17
Frais de développement	21 114	1 180		22 294
Concessions, brevets et licences	713	38		751
Autres immobilisations incorporelles	18	3		21
Valeurs brutes	21 845	1 221	0	23 066
Frais de développement	-14 927	-1 469		-16 396
Concessions, brevets et licences	-460	-51		-511
Autres immobilisations incorporelles	-17	-1		-18
Amortissements	-15 404	-1 521	0	-16 925
Valeurs nettes	6 441	-300	0	6 141

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre 2017 sont de 1.180 K€ contre 1.398 K€ au premier semestre 2016 et 2.623 K€ en 2016. L'évolution sur la période s'explique principalement par une diminution des heures imputées aux développements. Cela n'a pas eu d'impact sur les différentes "releases" produits effectuées tout au long du semestre. Le coût horaire moyen de développement est quasi stable sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variation
Frais de développement activés	1 180	1 398	2 623	-218
Amortissements de la période	-1 469	-1 462	-2 832	-7
Frais de développement cumulés	22 294	19 889	21 114	2 405
Amortissements cumulés	-16 396	-13 557	-14 927	-2 839
Valeur nette	5 898	6 332	6 187	-434

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 1 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ils restent quasi stables sur la période, représentant un montant annuel d'environ 3 M€.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	30-juin-17
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 789	32	-70	1 751
Valeurs brutes	1 835	32	-70	1 797
Installations techniques	-32	-2		-34
Installations générales, matériel, bureau	-1 434	-72	55	-1 451
Amortissements	-1 466	-74	55	-1 485
Valeurs nettes	369	-42	-15	312

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions / cessions de matériel informatique notamment expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	30-juin-17
Dépôts de garantie	311	18		329
Autres actifs financiers non courants	50	3		53
Valeurs brutes	361	21	-	382
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	361	21	-	382

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (53 K€ au 30 juin 2017 et 50 K€ au 31 décembre 2016), suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2017.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures consolidation	Total
Valeur nette au 30 juin 2016	2 522	161	-2 111	-189	383
Valeur nette au 31 décembre 2016	2 059	177	-2 062	-209	-35
<i>Impôts différés actifs</i>					46
<i>Impôts différés passifs</i>					-81
Variations Actif	556		102	73	
Variations Passif		-1			
Valeur nette au 30 juin 2017	2 620	176	-1 960	-136	700
<i>Impôts différés actifs</i>					700
<i>Impôts différés passifs</i>					-

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.620 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2017 :

- sur déficits fiscaux français : 2.519 K€ (2.029 K€ au 31 décembre 2016)
- sur déficits fiscaux américains : 101 K€ (30 K€ au 31 décembre 2016)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux positifs depuis 2013. Cependant, au 30 juin 2017, le résultat fiscal est négatif. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires restant au 30 juin 2017 (solde de 330 K€). Les impôts différés actifs sous-jacents (101 K€ contre 30 K€ au 31 décembre 2016) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière semestrielle et leur variation constatée en résultat de période.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2017, représentant 485 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport aux exercices antérieurs ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 6.612 K€ de reports déficitaires (dont 432 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 2.034 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 144 K€ provenant de StreamWIDE France) ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charge dans les comptes sociaux s'établit à 5.898 K€ au 30 juin 2017, générant un montant d'impôts différés passifs de 1.960 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 176 K€ et les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 136 K€ d'impôts différés passifs.

La position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif net de 599 K€.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-17	31-déc-16	Variation
Créances clients	4 259	6 327	-2 068
Autres débiteurs	578	687	-109
Autres actifs fiscaux	1 860	1 538	322
Total Net	6 697	8 552	-1 855

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016 :

En K€	31-déc-16	Augmentation	Diminution	30-juin-17
Créances clients brutes	6 526		-2 011	4 515
<i>dont Factures A Etablir</i>	2 109	955		3 064
Pertes de valeur	-199	-57		-256
Créances clients nettes	6 327	898	-2 011	4 259

La diminution du poste client provient essentiellement de celle constatée au niveau des revenus au premier semestre 2017. Par ailleurs, de par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives (montant global de 3.064 K€ au 30 juin 2017) peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 94% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encaissements enregistrés pendant l'été 2017 confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé par le Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2016

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 317	3 042	2 916	359	
<i>dont FAE</i>	2 109	2 109			
Créances douteuses brutes	209				209
Pertes de valeur	-199				-199
Créances clients nettes	6 327	3 042	2 916	359	10
		48%	46%	6%	0%

Balance Agée au 30 juin 2017

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 249	3 271	780	198	
<i>dont FAE</i>	3 064	3 064			
Créances douteuses brutes	266				266
Pertes de valeur	-256				-256
Créances clients nettes	4 259	3 271	780	198	10
		77%	18%	5%	0%

Au 30 juin 2017, les créances non échues correspondent à des factures à émettre pour un montant global de 3.064 K€, dont près de 70% sont représentées par 2 factures identifiées envers 2 clients. Ces factures seront établies au second semestre 2017, conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2016, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 2.109 K€ de factures à établir, composé à près de 60% par 5 factures significatives envers 2 clients seulement.

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (266 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés (8 clients représentant 92% des créances douteuses). Ces créances sont provisionnées à 100%.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 296 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 213 K€. Le solde est principalement composé d'avances versées à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques (27 K€).

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement composés des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2017, ce solde CIR est de 1.815 K€ et comprend (i) un montant de 770 K€ au titre du CIR 2015, (ii) un montant de 728 K€ au titre du CIR 2016 et (iii) un montant de 317 K€ comptabilisé au titre du CIR du premier semestre 2017. Le remboursement anticipé demandé pour les CIR 2015 et 2016 n'a toujours pas été effectué au 30 juin 2017, bien que les demandes aient été validées et enregistrées par l'administration fiscale. A noter également le crédit d'impôt mécénat pour 33 K€ au 30 juin 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 327	6 327		6 327	
Autres débiteurs	687	687		687	
Autres actifs fiscaux	1 538	1 538		1 538	
Equivalent de trésorerie	2 883	2 883	2 883		
Trésorerie	3 582	3 582	3 582		
Total créances nettes	15 017	15 017	6 465	8 552	-

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2017

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 259	4 259		4 259	
Autres débiteurs	578	578		578	
Autres actifs fiscaux	1 860	1 860		1 860	
Equivalent de trésorerie	872	872	872		
Trésorerie	4 702	4 702	4 702		
Total créances nettes	12 271	12 271	5 574	6 697	-

Au cours du premier semestre 2017, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1.108 K€, soit près de 39% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 47% du chiffre d'affaires annuel en 2016 et 57% du chiffre d'affaires au premier semestre 2016).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-17	31-déc-16	30-juin-16	Variation
Placements à terme	872	2 883	3 600	-2 011
Comptes courants bancaires	4 702	3 582	4 245	1 120
Total	5 574	6 465	7 845	-891

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits auprès de la Société Générale et de l'UIB pour 872 K€. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 5.574 K€ au 30 juin 2017, en diminution de (891) K€ par rapport à la clôture annuelle 2016. Cette évolution s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs de 327 K€, en diminution de (1.227) K€ par rapport au premier semestre 2016 et (1.288) K€ par rapport à 2016. Cette diminution s'explique principalement par celle du résultat semestriel 2017 (- 860 K€ par rapport au 30 juin 2016 et - 1.892 K€ par rapport à 2016), compensée par une variation du BFR de 1.060 K€ ;*

- (ii) *des flux nets d'investissements à hauteur de 1.172 K€, liés principalement aux investissements en R&D récurrents (mais légèrement inférieurs au premier semestre 2017 à ce qu'ils étaient au premier semestre 2016). Pour mémoire, le remboursement de la créance annuelle de Crédit d'Impôt Recherche intervenant toujours au second semestre de l'exercice, elle n'impacte pas les flux d'investissements du premier semestre de l'exercice. A noter cependant que le Groupe est toujours en attente du remboursement des créances 2015 et 2016. La créance 2015 (770 K€) fait donc défaut dans les flux de trésorerie et dans le solde final constaté au 30 juin 2017 ;*
- (iii) *des flux nets de financement négatifs de 46 K€ (contre -92 K€ au premier semestre 2016), correspondant principalement aux remboursements de période de l'emprunt bancaire de 0,9 M€ souscrit en février 2012 auprès de HSBC (durée de 5 ans et taux fixe de 3,5% annuel), et de l'emprunt obligataire émis en juillet 2013 auprès du GIAC (durée de 9 ans et taux variable Euribor 3 mois + 3,05%). Leur diminution s'explique par le remboursement total de l'emprunt HSBC intervenu au cours du premier trimestre 2017.*

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2017, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 872 K€. Le Groupe dispose également d'un compte courant rémunéré, dont le solde (41 K€) n'est pas significatif au 30 juin 2017.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-17	31-déc-16	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'émission	8 503	8 502	1
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	4 541	5 840	-1 299
Titres auto détenus	-245	-153	-92
Total	13 132	14 522	-1 390

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.965 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. 3 actions nouvelles ont été émises en juin 2017 suite à l'exercice de 45 BSA.

La prime d'émission (8.503 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). Lors de l'attribution et de la souscription des BSA en juin 2015, une prime supplémentaire de 16 K€ a également été enregistrée.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement.

En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (4.541 K€), le montant obtenu (4.571 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (4.775 K€), "gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres" (-200 K€) et "autres mouvements" (-4 K€).

Le montant en "Titres auto-détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et opérée par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

Titres autodétenus				
	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	30-juin-17
En nombre d'actions	30 555	20 842	-1 517	49 880
En montants (€uro)	153 496	102 708	-10 713	245 491

Au 30 juin 2017, le contrat est investi à hauteur de 14.727 actions de la société contre 15.402 au 31 décembre 2016, et présente un solde de liquidité de 53 K€ contre 50 K€ au 31 décembre 2016. Au cours du premier semestre 2017, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 842 (au cours moyen de 5,59 €), et le nombre d'actions cédées à 1.517 (au cours moyen de 5,53 € pour un prix de revient moyen de 7,06 €). La moins-value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 2 K€.

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, la Société a également acquis 20.000 titres au cours unitaire de 4,90 € en juin 2017.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-17	31-déc-16	Variations
Emprunts bancaires	1 480	1 657	-177
Total	1 480	1 657	-177
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-17	31-déc-16	Variations
Emprunts bancaires	279	148	131
Total	279	148	131

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%. Cet emprunt a été entièrement remboursé au cours du premier trimestre 2017 et le solde est donc nul au 30 juin 2017.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement de 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%.

Le solde de l'emprunt obligataire est donc quant à lui de 1.760 K€ après imputation des frais d'émission. Le premier remboursement trimestriel (90 K€) intervenant au troisième trimestre 2017, la dette classée en passif courant correspond à 3 trimestres (270 K€) d'ici juin 2018. Le solde de la dette est conservé en passif non courant (échéance supérieure à 12 mois) au 30 juin 2017.

Cette dette financière est assortie de ratios financiers, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2017, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2017.

Risque de taux

Les dettes financières du Groupe supportent un taux variable : emprunt obligataire au taux annuel Euribor 3 mois + 3,05%.

Au premier semestre 2017, le taux moyen Euribor 3 mois (moyenne des taux mensuels) ressort à -0,33%. Les variations constatées (taux le plus haut, taux le plus bas) ne sont pas significatives et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait des charges financières annuelles supplémentaires de 18 K€.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-17	31-déc-16	Variations
Avantages du personnel	183	168	15
Total Provisions	183	168	15
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-17	31-déc-16	Variations
Litiges	9	6	3
Total Provisions	9	6	3

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2016	168	6
Dotations	15	3
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2017	183	9

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 3 K€ relative aux crédits d'impôt mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière qui devraient être versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec).

Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	30-juin-17	31-déc-16
Taux d'actualisation	1,65%	1,42%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2017, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2015).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2016	168
Coûts des services rendus	10
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	5
Au 30 juin 2017	183

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2017 s'élève donc à 15 K€ (essentiellement sous l'impact du coût des services rendus). Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre programme de cette nature n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2017.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-17	31-déc-16	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 084	1 149	-65
Produits fiscaux différés courants	542	575	-33
Passifs d'impôts différés	-	81	-81
Fournisseurs et autres créditeurs	533	982	-449
Dettes sociales	524	475	49
Dettes fiscales	535	821	-286
Produits constatés d'avance	1 503	1 650	-147
Total autres passifs	4 721	5 733	-1 012

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés (frais de développement). La règle d'amortissement retenue par le Groupe est un amortissement linéaire moyen sur 3 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2016, le solde de 1.724 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2014 : 225 K€
- au titre de l'exercice 2015 : 771 K€
- au titre de l'exercice 2016 : 728 K€

Au premier semestre 2017, une reprise de CIR à hauteur de 414 K€ (confère note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles") a été enregistrée en contrepartie des amortissements constatés. Cette reprise solde donc le CIR à reprendre au titre de 2014 et diminue le solde au titre de 2015 de 189 K€.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2017 est de 1.626 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2015 :	581 K€
- au titre de l'exercice 2016 :	728 K€
- au titre du premier semestre 2017 :	317 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2014 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de celui de 2015, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont nuls au 30 juin 2017 dans la mesure où la position fiscale nette des sociétés françaises intégrées fiscalement est maintenant une créance d'impôts différés (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

Les *fournisseurs et autres créditeurs* diminuent au 30 juin 2017 par rapport au premier semestre 2016, car des dettes spécifiques envers 2 fournisseurs identifiés, constatées au 30 juin 2016, ne sont pas de facto récurrentes. Les autres variations n'appellent pas de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2017, et ont été réglées en juillet 2017. Leur variation n'est pas significative et cohérente avec celle de la masse salariale.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA, notamment relatives aux écritures intragroupes entre les entités françaises. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Des soldes importants de TVA déductibles intragroupes sont également constatées en corolaire dans les créances fiscales (confère note 8.5 "Actifs courants").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 30 juin 2017, comme lors de précédentes clôtures semestrielles, les produits constatés d'avance sont essentiellement composés de maintenances, facturées annuellement et donc extournées en partie à la clôture semestrielle de l'exercice. Le peu d'évolution constatée par rapport à la clôture annuelle précédente s'explique en revanche par des produits constatés d'avance importants en clôture 2016, suite notamment à deux maintenances annuelles 2017, facturées dès décembre 2016 et extournées en clôture.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres crédateurs	982	982		982	
Dettes fiscales et sociales	1 296	1 296		1 296	
Produits différés CT/MT	3 374	3 374		3 374	
Total	5 652	5 652	-	5 652	-

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2017

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres crédateurs	533	533		533	
Dettes fiscales et sociales	1 059	1 059		1 059	
Produits différés CT/MT	3 129	3 129		3 129	
Total	4 721	4 721	-	4 721	-

A noter que les produits différés inscrits en passifs courants et non courants (produits fiscaux différés, passifs d'impôts différés et produits constatés d'avance) sont avant tout des écritures de régularisation. Aussi, ils n'ont pas le caractère de dettes exigibles, comme peuvent le revêtir les dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Au 30 juin 2017, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie (trésorerie nette de 3.815 K€) lui permettant de couvrir, sans risque, le cycle de financement de l'activité (dettes d'exploitation de 1.592 K€, hors produits différés).

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier. Même si le Groupe se repositionne depuis plusieurs mois sur le secteur des applications et plateformes professionnelles à destination des entreprises (Team On The Run), les revenus liés à cette activité sont encore peu significatifs. A l'avenir, lorsque l'activité et les revenus liés à Team On The Run et à ses différentes déclinaisons seront devenus significatifs, le Groupe présentera probablement 2 secteurs d'activité distincts, bien que les règles et la nature des revenus restent identiques. Différents modes de commercialisation pourraient cependant coexister, élément qui justifierait à terme une présentation sectorielle détaillée.

En conséquence, au 30 juin 2017, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2016 et 2017, ainsi qu'à l'exercice 2016 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16	Variations
CA France	984	686	3 352	298
CA Export	1 837	3 277	6 230	-1 440
dont Europe	636	1 779	2 834	-1 143
dont Amériques	985	1 256	2 632	-271
dont Afrique	19	74	338	-55
dont Moyen Orient	23	62	187	-39
dont Russie	16	1	1	15
dont Asie - Pacifique	158	105	238	53
TOTAL CA	2 821	3 963	9 582	-1 142

Le chiffre d'affaires "France" augmente sur la période de 298 K€, suite notamment à des extensions de plateformes installées et aux ventes de licences supplémentaires corrélatives.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de 1.440 K€. Les principaux commentaires pouvant être faits sont les suivants :

- (i) *Europe* : le premier semestre 2016 avait été notamment marqué par des ventes significatives de licences et de matériels informatiques spécifiques pour un client européen, en compléments des revenus déjà générés par ce nouveau client au second semestre 2015. Ces ventes n'étant pas de nature récurrente, elles créent donc un effet de base défavorable au premier semestre 2017, ce qui explique la variation constatée des revenus dans cette zone ;

- (ii) *Amérique* : la croissance organique d'un client historique, observée depuis plusieurs semestres, a cessé début 2017 suite à son rachat par un autre acteur local. Les ventes régulières de licences par ce client n'ont donc pas eu lieu au premier semestre 2017, ce qui explique la variation constatée.

Les variations dans les autres zones géographiques ne sont pas significatives et sont seulement dues à des effets conjoncturels, sans que des événements particuliers ne les sous-tendent.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2017, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable de Euribor 3 mois + 3,05%, entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de cet emprunt. Ce dernier est également assorti de clauses et ratios financiers (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2017, en retraitant la capacité d'autofinancement avant impôts société sur une période de 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2017.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2017 (détention cumulée de 63,83% du capital social et de 76,34% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garanties de bonne fin et de paiement. Ces cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité, sont les suivantes :

- (i) 15 K€, 22 K€, et 60 KTND (soit 21,6 K€ en équivalent euros au 30 juin 2017) ;
(ii) 246 KEGP (soit 11,8 K€ en équivalent euros au 30 juin 2017).

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et ses filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement), et effectués par les filiales, sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants uniquement mandataires sociaux est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2017 s'élève à 198.401 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 111.556 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 86.845 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2016, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 208.828 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 151.526 €, et de la société américaine pour 57.302 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2017.